Toulouse (31) : 6 blessés dans l’incendie d’un squat de jeunes migrants ; la justice avait bloqué son évacuation après le recours d’un collectif soutenu par des réseaux d’extrême gauche

07/10/2026 à 11h55



Un violent incendie s’est déclaré mardi 6 octobre dans un immeuble squatté de la rue Louis-Plana, à Toulouse. Six personnes ont été blessées, certaines après avoir sauté par les fenêtres pour échapper aux fumées.

Selon *Actu Toulouse* et France 3 Occitanie, le feu a pris dans une cave et provoqué un important dégagement de fumée dans les étages. Les pompiers ont secouru sept personnes à l’aide de grandes échelles. Six victimes ont été transportées aux urgences, sans pronostic vital engagé.

L’immeuble était occupé illégalement depuis fin 2024. Quelques mois plus tôt, il abritait une centaine de jeunes étrangers se présentant comme mineurs isolés, selon le collectif AutonoMIE. France 3 indique qu’au moment de l’incendie le collectif

évoquait plus de 150 mineurs isolés étrangers sur place, tandis que les pompiers ont dénombré 136 personnes impliquées.

La mairie de Toulouse avait pourtant tenté d'obtenir une évacuation immédiate au début de l'été. Après deux incendies survenus les 18 et 27 mai, un rapport du SDIS avait alerté sur les « multiples dangers » liés aux conditions d'occupation et prévenu qu'un nouvel événement pouvait avoir des « conséquences humaines potentiellement lourdes ». Le maire avait pris le 8 juillet un arrêté prescrivant l'évacuation immédiate du bâtiment.

Le 23 juillet, le tribunal administratif de Toulouse a suspendu cet arrêté d'évacuation immédiate, estimant qu'il n'était pas établi de « risque grave et imminent » suffisamment caractérisé. Des extincteurs et détecteurs de fumée avaient notamment été installés entre-temps. Cette décision ne remettait toutefois pas en cause l'ordonnance d'expulsion rendue par la cour d'appel le 16 avril : les occupants disposaient alors d'un délai pour quitter les lieux.

Le collectif AutonoMIE, qui accompagne ces jeunes étrangers, bénéficie depuis plusieurs années du soutien de réseaux militants de gauche radicale et d'extrême gauche. En juillet 2026, *Révolution Permanente* – organisation trotskiste classée à l'extrême gauche par plusieurs médias nationaux – dénonçait l'arrêté d'évacuation de la mairie et soutenait les occupants du squat.

Actu Toulouse – France 3 Occitanie – Mairie de Toulouse

(merci à Valentin)